

## Résumé

En raison des événements qui se sont succédé pendant les 12 derniers mois, à commencer par la crise qui a secoué l'Asie de l'Est bien plus profondément qu'on ne s'y attendait, les perspectives qui s'offriront aux pays en développement et à l'économie mondiale au cours des trois prochaines années se sont nettement assombries et l'avenir est devenu plus incertain. Coup sur coup, et avec une rapidité inattendue, le Japon a plongé dans la récession, la Russie s'est heurtée à de graves difficultés financières, les apports de capitaux aux marchés émergents ont chuté et les marchés des capitaux internationaux, beaucoup moins enclins à prendre des risques, ont fortement réduit le volume des crédits, menaçant ainsi d'asphyxier la croissance. El Niño et d'autres catastrophes naturelles ont en outre fait sentir leurs effets négatifs dans de nombreuses régions du globe.

On observe déjà un net ralentissement de la production, des échanges et des flux de capitaux internationaux, qui assombrit les perspectives à court terme. La demande intérieure progresse encore à un rythme supérieur à son taux de croissance tendanciel, bien qu'elle se tasse, dans les pays auxquels sont imputables 60 % de la production mondiale, c'est-à-dire essentiellement les États-Unis et l'Europe. Elle a, par contre, chuté dans d'autres pays qui sont à l'origine du quart de la production mondiale, c'est-à-dire l'Asie de l'Est, le Japon, la Russie et le Moyen-Orient, et est en baisse dans d'autres pays, par exemple en Amérique latine.

Il est probable que certaines mesures récemment annoncées et certains faits nouveaux contribueront à rétablir l'économie mondiale sur une trajectoire plus sûre. Les États-Unis et d'autres pays industrialisés assouplissent leur politique monétaire. Au Japon, le corps législatif a adopté un programme renforcé de redressement financier et pris de nouvelles mesures de relance budgétaire. Le Congrès américain a ouvert la voie à d'autres pays en allouant des crédits aux institutions financières internationales. Le gouvernement brésilien a adopté un programme de réduction du déficit budgétaire, qui bénéficie d'un important appui

financier des institutions multilatérales et d'autres gouvernements. Les dirigeants du G7 ont proposé un train de mesures visant à renforcer l'économie mondiale, et plusieurs pays, dont le Japon, ont annoncé qu'ils fourniraient des concours financiers supplémentaires aux pays d'Asie de l'Est en crise. Ces mesures, et d'autres encore, devraient favoriser le redressement de l'économie mondiale à moyen terme et contribuer à éviter une récession mondiale. Les mesures prises ne feront toutefois pas sentir leurs effets instantanément et les perspectives restent incertaines à court terme.

Les crises financières auxquelles sont en proie les pays en développement et l'économie mondiale depuis 12 mois environ ont mis en évidence divers problèmes qui, seuls ou conjointement, ont contribué à les provoquer. Les principaux sont la fragilité des systèmes financiers nationaux, les carences des politiques macroéconomiques, les imperfections des marchés financiers internationaux, et l'incapacité de l'architecture financière internationale à prévenir et à faire face aux crises. Cette année, *Global Economic Prospects* examine les perspectives des pays en développement après la crise (chapitre 1), les politiques conçues pour faire face à une crise après qu'elle ait éclaté (chapitre 2), et les moyens de prévenir les crises à l'avenir (chapitre 3).

## **Perspectives**

*Le ralentissement de la croissance économique mondiale pendant la période 1998-2000 se fera surtout sentir dans les pays en développement ; il sera particulièrement marqué dans ceux qui entretiennent d'étroites relations avec des marchés d'exportation moins robustes, ceux qui tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation des produits de base et ceux qui ont recours aux apports de capitaux privés pour financer le déficit de leur compte des transactions courantes.*

On compte que le taux de croissance de la production mondiale diminuera pratiquement de moitié, pour tomber de 3,2 % en 1997 à 1,8 % en 1998, et n'augmentera que faiblement en 1999 pour s'établir à 1,9 %. On observe

certains facteurs positifs, tels que la poursuite de la croissance à un rythme moins rapide mais toujours soutenu dans les pays d'Europe continentale et un ralentissement maîtrisé du taux de croissance aux États-Unis. On compte aussi, avec toutefois moins de confiance malgré les indications récentes, que la situation économique des pays d'Asie de l'Est touchés par la crise et du Japon cessera d'être marquée par une profonde récession en 1998 pour se stabiliser en 1999, et freinera donc moins la croissance de la production mondiale. Même dans le scénario de référence, le taux de croissance des pays en développement diminue de plus de moitié, pour tomber de 4,8 % en 1997 à 2 % en 1998 (le ralentissement de l'activité économique n'a été plus marqué qu'une seule fois au cours des 30 dernières années), et ne recommence à augmenter que faiblement en 1999. Le taux de croissance par habitant des pays en développement devrait tomber à 0,4 % en 1998, soit un taux bien inférieur à celui enregistré par les pays industrialisés (1,4 %). Le Brésil, l'Indonésie, la Russie et 33 autres pays en développement (qui sont à l'origine de 42 % du PIB total du monde en développement et abritent plus du quart de sa population) vont sans doute afficher un taux négatif de croissance par habitant cette année, alors que, en 1997, ce n'était le cas que de 21 pays (à l'origine de 10 % du PIB du monde en développement et abritant 7 % de sa population).

*À long terme (2001-2007), malgré la grisaille économique actuelle, l'économie mondiale pourrait en fait croître d'un peu plus de 3 % par an si des mesures sont rapidement mises en œuvre en vue d'éviter une crise plus profonde et si les pays en développement renforcent leur secteur financier et consolident leurs réformes. La crise des marchés émergents aura des répercussions sur les flux de capitaux au-delà du court terme, mais la croissance à long terme des pays en développement (abstraction faite des économies en transition) pourrait encore dépasser 5 %, soit un taux comparable à celui observé pour la période 1991-1997.*

Cette vision optimiste du long terme s'explique par la perspective d'une reprise de la croissance dans les pays industrialisés. En effet, celle-ci devrait s'accélérer

dans les pays de l'OCDE sous l'effet des mesures prises par le Japon pour faire face à ses problèmes bancaires ; l'Union monétaire européenne (UME), fondement de l'intégration européenne, favorise les gains d'efficacité et la croissance; et la productivité s'accroît aux États-Unis. Il est important d'éviter une récession à court terme pour préserver le consensus sur lequel reposent les grandes orientations favorables à la globalisation de l'économie ; or, les mesures récemment annoncées vont dans ce sens. Le commerce mondial devrait afficher une croissance plus rapide à long terme, grâce à l'accroissement de la production mondiale et à l'élimination des entraves aux échanges, aux transports et aux communications.

Les pays en développement recueillent en outre maintenant les fruits des réformes qu'ils poursuivent depuis près de vingt ans. Les années qui viennent seront toutefois plus difficiles : comme les entrées de capitaux privés ne reprendront pas immédiatement et seront plus limitées, les projections font état d'un ralentissement de la croissance à long terme (et les pays devront accroître l'épargne intérieure pour financer leur croissance). Il est probable que, à l'issue de la grave crise qu'elles traversent, les économies de l'Asie de l'Est enregistreront non pas les taux de croissance extrêmement élevés du début des années 90 mais une croissance modérément soutenue (alimentée dans une plus large mesure par des gains de productivité que par des investissements importants). Les taux de croissance ont également été légèrement révisés en baisse (de 0,3 à 0,5 point de pourcentage) pour la Russie, les pays de l'Asie du Sud et d'autres encore, en raison des carences institutionnelles et autres problèmes récemment mis en évidence.

*L'économie mondiale court toujours un risque important de plonger dans la récession en 1999 au lieu de connaître la timide croissance prévue dans le scénario de référence. En effet, plusieurs événements interdépendants dont les effets se renforceraient mutuellement pourraient survenir, à savoir l'aggravation de la récession au Japon, un manque de confiance sur les marchés financiers internationaux qui provoquerait un arrêt prolongé des apports de capitaux privés*

*aux pays en développement (notamment d'Amérique latine), et une correction technique du marché de 20 à 30 % qui freinerait la croissance aux États-Unis et en Europe.*

Le Japon est en train de prendre des mesures budgétaires et monétaires et a annoncé un plan de restructuration financière plus drastique ; les difficultés que poseront la mise en œuvre de ce dernier pourraient toutefois provoquer une contraction de la demande intérieure et une crise de confiance des consommateurs et des milieux d'affaires, et les exportations baisser en raison de l'atonie régnant dans les autres pays d'Asie de l'Est. Les effets de patrimoine et, surtout, la perte de confiance des consommateurs et des milieux d'affaires provoquée par une chute des valeurs boursières (ainsi que la contraction actuelle du crédit) pourraient gravement compromettre la croissance aux États-Unis et en Europe. L'Amérique latine, quant à elle, plongerait dans une grave récession si elle cessait pendant une période prolongée de bénéficier d'entrées de capitaux. Bien que les pays industrialisés soient censés assouplir considérablement leur politique monétaire, la croissance de la production mondiale serait nulle en 1999 si de telles conditions étaient réunies. Cela aurait des répercussions considérables sur les pays en développement, où les effets de l'arrêt des flux de capitaux privés seraient aggravés par un ralentissement de la croissance des exportations et une baisse des prix des produits primaires encore plus prononcés que dans le scénario de référence. Le taux de croissance mondial diminuerait encore de deux points de pourcentage, pour tomber à 0,7 % seulement en 1999.

## **Faire face à la crise**

*Les effets conjugués des carences institutionnelles entravant la gestion de la libéralisation des systèmes financiers nationaux et des imperfections des marchés financiers internationaux, ainsi que la poursuite de politiques macroéconomiques manquant de cohérence, ont fait apparaître de graves points faibles qui ont favorisé l'apparition de la crise en Asie de l'Est. Les pays en crise*

*ont été directement touchés par l'accumulation de dettes à court terme en devises excessives par les agents économiques du secteur privé.*

Les entrées massives de capitaux et les carences des réglementations financières ont contribué à l'explosion du crédit intérieur en Asie de l'Est, souvent au profit de secteurs présentant des risques importants tels que l'immobilier, ce qui a fragilisé les secteurs financiers de ces pays. Du fait de leur endettement excessif et d'une baisse sensible de leur rentabilité, les entreprises sont devenues extrêmement vulnérables aux chocs exercés sur leur marge brute d'auto-financement et leur valeur nette. En Thaïlande, les difficultés du secteur financier, le ralentissement des exportations et l'important gonflement du volume des crédits consentis par la banque centrale aux banques en faillite ont contribué à déclencher les mouvements spéculatifs contre le baht. La crise s'est propagée à d'autres pays de la région en butte aux mêmes difficultés, c'est-à-dire un fort endettement à court terme, un secteur financier précaire, les retombées de la crise par le biais du commerce international, et les effets de contagion sur les marchés financiers. Le niveau réel de l'activité économique a amorcé une chute rapide dans la région parce que l'investissement privé a énormément souffert des incertitudes générales, du tarissement des financements extérieurs, et des effets des relèvements des taux d'intérêt et des dévaluations sur les flux de trésorerie et les bilans des banques et des sociétés.

*Par suite de la forte contraction des investissements privés et de la consommation, les mesures budgétaires initialement adoptées ont eu, contrairement au but recherché, un effet restrictif qui aurait été fortement déflationniste si elles avaient été intégralement mises en œuvre. Lorsque la gravité de la récession est devenue évidente, les politiques budgétaires ont été sensiblement assouplies. Certaines des mesures prises au départ visaient également à stabiliser les taux de change par le biais d'un relèvement des taux d'intérêt, mais elles n'ont pas permis de remédier immédiatement à la sous-évaluation du taux de change et ont exacerbé les effets négatifs exercés sur le secteur réel de l'économie.*

Depuis, les taux de change qui s'étaient fortement détériorés se sont en partie rétablis grâce à la nette amélioration du solde des comptes des transactions courantes, qui donne une bonne indication de l'ampleur de la contraction du produit intérieur. Les taux d'intérêt sont aussi retombés dernièrement à des niveaux comparables ou inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise. Mais le secteur financier et les entreprises continuent de se heurter aux mêmes contraintes (et à la contraction du crédit qui en résulte), ce qui nuit à la reprise. Vers le milieu de 1998, dans les pays les plus touchés, d'importants segments du secteur financier et du secteur des entreprises étaient insolvables ou en proie à de graves difficultés financières. L'accroissement des exportations qu'aurait dû provoquer la dévaluation, comme cela s'est produit au Mexique qui a ainsi pu connaître une rapide reprise après la crise de 1994-95, a été compromise par le fléchissement de l'activité dans toute la région, et notamment l'atonie de l'économie japonaise, et par les problèmes rencontrés par les entreprises pour obtenir des crédits.

*À l'heure actuelle, la politique budgétaire et monétaire doit donc avoir pour objectif premier de soutenir la demande globale, d'élargir les filets de protection sociale, et de contribuer à la recapitalisation des systèmes financiers, sans ajouter à l'inflation. Le maintien du soutien financier de la communauté internationale est d'une importance vitale.*

L'expérience donne à penser que, dans plusieurs pays en crise, le coût de la restructuration bancaire requise prendra de telles proportions (de 20 à 30 % du PIB) que l'État devra lui-même intervenir dans le cadre d'un plan d'ensemble pour le secteur financier, notamment par de substantiels apports de fonds publics. Pour décourager la prise de risques excessifs (aléa moral), une part importante des pertes liées à la restructuration devrait être supportée par ceux qui ont le plus profité des décisions risquées prises par le passé, comme les actionnaires et les dirigeants des banques. Cependant, la réalisation de cet objectif à plus long terme devra être conciliée avec la priorité immédiate, à savoir ne pas exacerber la pénurie de crédit.

Le succès de la restructuration bancaire sera également subordonné au traitement du problème de l'endettement des entreprises locales. Il est important que ces dettes, qu'elles aient été contractées à l'extérieur ou dans le pays, soient restructurées de manière ordonnée, par le recours à des solutions moins formelles afin d'inciter les créanciers et les débiteurs à engager d'eux-mêmes des négociations. Les États membres de l'OCDE, en particulier, peuvent faciliter la conclusion d'arrangements entre les emprunteurs et les créanciers privés extérieurs, par exemple, en ne faisant pas miroiter la possibilité de futures opérations de sauvetage plus favorables aux créanciers. L'augmentation des investissements étrangers directs et des prises de participation contribuerait grandement aussi au succès de la restructuration du secteur financier et des entreprises.

*La crise a eu d'énormes retombées sociales, en particulier pour les pauvres, et elle a, dans certains pays, attisé les conflits sociaux. Les impératifs sociaux doivent faire partie intégrante des paramètres du choix des mesures à prendre face à la crise économique. L'existence de filets de sécurité, sans pouvoir remplacer l'application de saines politiques macroéconomiques favorables à la croissance, permet cependant d'atténuer les effets sociaux des crises économiques. L'une des leçons de la crise est qu'il est important, dans tous les pays, d'établir à l'avance des filets de protection sociale.*

Les pays d'Asie de l'Est étaient parvenus à réduire la pauvreté et à améliorer les niveaux et les conditions de vie de leur population à un rythme sans précédent dans l'histoire. Cependant, l'expérience internationale montre que les crises de longue durée aggravent la pauvreté, accentuent les inégalités de revenu et, dans certains cas, entraînent une détérioration de la situation sociale, par exemple une augmentation de la malnutrition parmi les enfants. Ces tendances peuvent avoir des effets durables sur le bien-être physique et sur l'aptitude à participer à la vie économique. Il est probable que le chômage fera plus que tripler entre 1996 et 1998 en Indonésie, en République de Corée et en Thaïlande. La baisse des salaires réels est spectaculaire en Indonésie. En 1998, rien qu'en Indonésie

et en Thaïlande, le nombre de personnes basculant dans la pauvreté pourrait atteindre 25 millions, et même bien davantage si les écarts de revenus se creusent. Pour protéger les pauvres, le plus important est en particulier d'assurer leur approvisionnement alimentaire par des subventions et des transferts directs, de leur procurer un revenu par des allocations pécuniaires et le lancement de travaux publics, de sauvegarder leur capital humain par la fourniture de services d'éducation et de soins de santé de base, et de développer la formation et l'aide à la recherche d'emplois pour les chômeurs.

## **Prévenir les crises**

*Les pays en développement sont vulnérables au risque de crises financières, et pourtant les structures institutionnelles et les politiques publiques dont ils ont besoin pour se protéger de ces crises évoluent lentement. En partie du fait que beaucoup de petites économies en développement sont aujourd'hui plus exposées aux vagues d'euphorie et de panique des marchés financiers internationaux, la fréquence et le coût des crises financières ont augmenté ces dernières années.*

Avant l'essor des flux de capitaux privés dans les années 90, les crises que traversaient les pays en développement tenaient essentiellement à une mauvaise gestion macroéconomique, en particulier au niveau excessif des déficits publics et de l'endettement extérieur. En revanche, le type de crise observé en Asie de l'Est depuis 1997, au Mexique en 1994-95 et au Chili en 1982 est étroitement lié à une forte expansion des mouvements de capitaux entre agents économiques privés et aux systèmes financiers nationaux et internationaux qui assurent l'intermédiation de ces flux. Les pays en développement ont été exposés à un afflux de capitaux alors qu'ils n'ont qu'une expérience limitée des dispositifs institutionnels et réglementaires nécessaires pour gérer ces flux en toute prudence. Il faut du temps pour édifier de solides institutions, et l'adoption rapide de mesures pour parer à une crise se heurte souvent à de graves contraintes politiques. En revanche, les pays industrialisés

ont au cours des cent dernières années réformé leurs politiques et leur cadre institutionnel pour faire obstacle au déclenchement de crises systémiques. Ils semblent être ainsi parvenus à réduire le nombre et la gravité des crises, mais non à les éliminer (à preuve, la crise des sociétés d'épargne et de crédit aux États-Unis dans les années 80, les crises bancaires des pays nordiques au début des années 90, et les problèmes du secteur financier au Japon). Les pays en développement devraient s'employer activement à renforcer leurs institutions et à se doter des dispositifs nécessaires pour tirer parti des opportunités créées par la mondialisation sans prendre autant de risques.

L'analyse des causes des crises financières et des politiques propres à les éviter met en évidence les synergies existant entre les divers facteurs qui amplifient les risques et la vulnérabilité — inadéquation des politiques macroéconomiques, gonflement des flux de capitaux, fragilité des systèmes financiers intérieurs, libéralisation mal préparée du secteur financier ou des mouvements de capitaux (ou des deux), et déficience du gouvernement d'entreprise.

*De mauvaises politiques macroéconomiques rendent les pays vulnérables aux crises financières, alors que des politiques prudentes constituent la première ligne de défense. Mais en présence d'afflux de capitaux et de systèmes financiers fragiles, la marge de manœuvre dont disposent les responsables de la politique macroéconomique pour empêcher le secteur privé de se surendetter et de prendre trop de risques est limitée par les difficiles arbitrages à opérer, notamment en matière de distribution.* Il faut agir sur plusieurs fronts, ce qui nécessite souvent d'assouplir les systèmes de taux de change, d'élargir la place faite aux instruments budgétaires, d'améliorer et de durcir la réglementation financière (et, le cas échéant, d'imposer des restrictions aux mouvements de capitaux) de manière à réduire les entrées de capitaux excessives, le gonflement du crédit intérieur et les risques de crise financière.

*La libéralisation du secteur financier intérieur, qui peut accroître sensiblement le risque de crise (en particulier lorsqu'elle s'accompagne de l'ouverture du compte de capital), doit être prudente, et son rythme adapté à l'aptitude des autorités à*

*élaborer et à mettre en place un régime plus strict de réglementation et de contrôle financiers. Cependant, il faut simultanément accélérer l'effort d'amélioration des règles prudentielles et des opérations bancaires.* Il y a de fortes raisons de penser que, même dans les pays industrialisés, la libéralisation accroît la probabilité de crise financière si elle ne va pas de pair avec le renforcement des règles prudentielles. Les pays en développement doivent adapter la structure de leur réglementation à leur situation particulière. Il convient de renforcer les règles qui contribueront à la sécurité et à la stabilité. La réforme du secteur bancaire et des marchés financiers, pour améliorer la gestion des risques, reste un élément clé de toute stratégie de prévention des crises financières. Les réformes des politiques publiques et des institutions qui permettront de maîtriser le crédit entre entités apparentées et d'améliorer le gouvernement d'entreprise revêtent également la plus grande importance.

*La libéralisation des mouvements de capitaux doit être menée avec prudence, de façon ordonnée et progressive. Il n'est pas réaliste de compter sur l'application de politiques optimales et sur la présence d'institutions d'une solidité à toute épreuve dans les pays en développement pour éliminer le risque de crise.* Les avantages de la libéralisation des mouvements de capitaux et d'une augmentation des flux de capitaux doivent être pesés en regard de la probabilité d'une crise et de son coût. Les avantages à attendre d'investissements étrangers directs et d'entrées de capitaux à long terme l'emportent nettement sur le coût d'une crise financière, et les pays en développement devraient donc s'engager sur la voie de l'ouverture. En revanche, dans le cas de flux plus instables, investissements de portefeuille en titres de créance et dettes interbancaires à court terme (et donc en cas de convertibilité intégrale de la monnaie aux fins des mouvements de capitaux), les risques de crise financière sont plus grands et les avantages plus incertains. Le resserrement de la réglementation prudentielle des banques et, lorsque le système de réglementation est fragile, l'imposition de restrictions aux flux à court terme plus instables (par le biais de taxes, par exemple) peuvent contribuer à réduire le risque de crise. Les pays qui rétabliront

ce type de restrictions aux entrées de capitaux devront gérer ces mesures avec grand soin, pour ne pas entamer la confiance ; le rétablissement de restrictions aux sorties de capitaux, question qui n'est pas abordée dans l'étude, peut soulever plus de difficultés.

*Il est nécessaire de modifier l'architecture du système financier international face à l'instabilité excessive (euphorie et panique) des marchés internationaux de capitaux, à l'ampleur des effets de contagion et à l'intensification du risque moral.*

Le plus urgent est d'élaborer de meilleurs mécanismes pour faciliter le traitement de la dette entre agents privés, comme la possibilité de moratoires sur la dette extérieure sous certaines conditions, et pour rétablir les apports de capitaux aux pays en crise et élargir leur accès aux liquidités internationales. Bien que de puissants arguments plaident en faveur de l'existence d'un prêteur de dernier recours, cela soulève des questions difficiles en matière de partage approprié de la charge, de règles d'intervention, et de risque moral. L'amélioration de leur réglementation par les autorités des pays créanciers et une meilleure gestion des risques en ce qui concerne les prêts bancaires aux marchés émergents devraient aussi contribuer à réduire la probabilité de crises. Il est souhaitable de disposer d'informations plus à jour et plus fiables, mais il ne suffira pas d'une transparence totale ni d'une meilleure information pour éviter les crises. Il n'en reste pas moins qu'en exploitant mieux les indicateurs d'alerte, les autorités pourraient sans doute intervenir assez tôt pour limiter l'ampleur et le coût des crises. Ces questions sont à l'étude dans différentes instances.

## **Conclusion**

*Les événements des douze derniers mois sont peut-être les signes avant-coureurs de l'instauration pour les pays en développement d'un environnement différent, marqué par un plus grand réalisme et de nouveaux défis. Les crises financières qui se sont abattues sur les marchés émergents ne signifient pas que les pays en développement doivent rompre avec la mondialisation. Les avantages à attendre d'un régime commercial plus ouvert comptent parmi les*

*moyens les plus importants dont disposent les pays pour accélérer leur croissance à long terme. De même, les avantages de l'ouverture à l'investissement étranger direct sont considérables : accès à de meilleures technologies, gains de productivité, et renforcement des compétences. Les pays en développement peuvent aussi tirer parti d'autres formes d'apports financiers à long terme en provenance des marchés mondiaux de capitaux, à condition de développer et de consolider leurs marchés financiers. Les principales leçons de la crise sont que les pays doivent renforcer leurs capacités réglementaires et institutionnelles afin d'assurer la sécurité et la stabilité de leurs systèmes financiers, surtout en ce qui concerne leurs relations avec les marchés internationaux de capitaux, et que l'architecture internationale doit être consolidée de manière à contribuer plus efficacement à la prévention et au traitement des crises.*

Le renforcement des institutions prendra du temps et devra être soigneusement préparé, du point de vue de la réglementation et du contrôle financiers aussi bien que de la libéralisation des mouvements (entrées) de capitaux. Le rythme et l'enchaînement des réformes devront être fonction de la situation particulière du pays. La consolidation de l'architecture internationale soulève elle aussi des questions difficiles. Le début des années 90 s'est caractérisé par un degré d'euphorie exceptionnel quant aux bienfaits de la libéralisation financière, aux flux de capitaux privés et aux marchés émergents. Maintenant qu'apparaissent mieux les risques et les coûts qu'ils impliquent, il reste à bâtir des bases plus solides pour tirer parti des avantages tout en réduisant les risques.